

Des Français en Palestine

Reportage. Des membres de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS) étaient dans les territoires occupés fin octobre. Dans le village de Wadi Fakin, ils ont vu les travaux agricoles réalisés grâce aux fonds collectés en France.

Il est 8 heures du matin. Le petit déjeuner à peine avalé, ils sont déjà en route. « Ils », ce sont douze Alsaciens de l'AFPS (Association France-Palestine Solidarité). Guy Peterschmitt, agronome retraité après une carrière à la Chambre d'agriculture d'Alsace, vient pour la huitième fois en Palestine. Il avait déjà lancé un projet sur la production d'huile d'olive, « sur le modèle de l'AOC française, avec une charte de qualité » précise-t-il. Le succès a été tel que le relais a été pris par des institutions européennes. Cette fois, le nouveau projet porte sur l'irrigation. « On l'a lancé il y a deux ans. On vient voir où en est la première phase. On m'a dit que j'allais être surpris des résultats ». Dans le groupe, la moitié est déjà venue. L'autre découvre les lieux pour la première fois. C'est le cas d'Hervé Féron, député et maire de Tomblaine, en Meurthe-et-Moselle. Et de Thomas, étudiant en maîtrise d'histoire sur la colonisation au Moyen-Orient, qui préside la branche nationale jeunesse de l'AFPS.

VALORISER LE SAVOIR-FAIRE LOCAL

Premier rendez vous à Bethléem, au siège de l'antenne locale de l'Union des paysans palestiniens (UPF, Union of Palestinian Farmers). « Ce sont eux les coordinateurs sur place », explique Guy. « Ils travaillent de concert avec l'école d'agronomie d'Hébron, et d'autres institutions agricoles qui ont pignon sur rue comme le PARC ». Le PARC (Palestinian Agricultural Relief Committee),



PHOTO PAULINE GARAUDE

Guy Peterschmitt et la délégation de l'AFPS avec des agriculteurs palestiniens.

comité de soutien aux agriculteurs palestiniens, est l'institution de référence. Elle accomplit, en quelque sorte, ce que le ministère de l'Agriculture palestinien n'a pas les moyens de faire. Le président de l'UPF expose, photos à l'appui, les travaux réalisés. Mais plante d'emblée le décor : « Wadi Faqin est un village particulièrement sensible car situé près d'une implantation de 22 000 colons. Israël utilise illégalement 75 % des ressources en eau et ce village, autrefois verdoyant, est devenu désertique. » La pénurie d'eau est le problème numéro un de l'agriculture en Palestine. « Ce projet d'un coût global de 300 000 euros a déjà permis d'irriguer 5 hectares de terre, bénéficiant à vingt six paysans dont

trois se sont réinstallés après avoir quitté leur terre, trois sont de nouveaux agriculteurs et les autres ont pu relancer leur production. » L'encadrement et la formation sont essentiels : « On a fait des ateliers de formation à l'entretien des systèmes d'irrigation. Il ne suffit pas d'apporter l'aide. Il faut aussi valoriser le savoir-faire de nos agriculteurs pour qu'ils gagnent en autonomie » souligne Ibrahim, président de la coopérative de Wadi Faqin. « On aimerait installer des bassins de rétention d'eau et former les paysans à l'entretien des serres, pour augmenter la productivité », conclut-il.

« TOUT CE QUI EST VERT EST À ISRAËL »

Dès que nous quittons les routes israéliennes, lar-

ges, modernes, nous roulons sur d'étroits sentiers de caillasse. Le paysage est désertique et les murets de pierre des terrasses abîmés - bien qu'en cours de restauration. « Tout ce qui est vert est à Israël. Tout ce qui est désertique est à nous » explique Ibrahim, de l'UPF. « Il n'y a plus de pâturages non plus et les Bédouins ont dû renoncer à l'élevage. Tout ça à cause du manque d'eau ». Nous sommes au bout d'une petite route qui s'arrête net. Un grillage indique le futur tracé d'une barrière « de sécurité », autour de la colonie qui s'étend.

Nous sommes chez Ali, un des trois agriculteurs qui ont pu se réinstaller. Il a la cinquantaine, costaud, visage buriné, chemise blanche à carreaux salie de

terre, cigarette à la bouche. Il nous accueille chaleureusement et s'empresse de montrer ses belles rangées de courgettes et de haricots, irriguées en goutte-à-goutte par une installation neuve dont Guy explique le fonctionnement à son groupe. Autour de chaque plant, Ali a mis de la paille : « Cela retient l'humidité, évite l'évaporation. On peut économiser jusqu'à 40 % d'eau et en plus ça sert de nutriment aux sols ». Muhammed, lui, a des choux splendides, d'une taille surprenante. En plus de l'irrigation, il a son astuce : « Les excréments de mon troupeau me servent de compost. Y'a pas mieux ! » lance-t-il tout sourire. Il en fournit même aux autres paysans. « C'est l'une des raisons pour les-

Echange de savoir-faire avec l'ENSAIA de Nancy

L'Union des agriculteurs palestiniens et l'École d'agronomie d'Hébron ont d'autres projets, notamment des échanges de savoir-faire entre écoles d'ingénieurs agronomes. C'est ainsi que Michel Fick, directeur de l'ENSAIA (École nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires) de Nancy est venu s'entretenir avec son homologue d'Hébron. « Certains de nos étudiants font des stages de six mois à l'étranger. On l'a déjà fait au Maroc. Nous avons une réelle compétence en matière d'irrigation et de culture en milieu aride. Deux ou trois étudiant pourraient venir ici et optimiser ce que les agriculteurs savent déjà faire ». Chez Ali et Muhammed, il a scrupuleusement observé les techniques : « Par exemple chez Ali, il faudra faire attention au séchage de la paille. Il y a de la moisissure qui dégage ensuite des toxines pour la terre. Je conseillerais aussi la biodiversité et d'alterner les rangées de courgettes avec d'autres cultures. C'est plus contraignant mais bien meilleur pour les sols. Il y aurait un meilleur rendement des productions. C'est tout cela que mes étudiants peuvent apporter. » ■

quelles nous voulons relancer l'élevage » confient les responsables palestiniens à Guy.

Heureux, ce dernier s'adresse alors au groupe : « Le compost a été son idée. Muhammed en plus de nos projets augmente par lui-même sa productivité et va sans doute élargir sa production, car la dynamique est lancée. C'est cela qui nous conforte à poursuivre notre soutien envers les agriculteurs palestiniens ». ■

Pauline Garaude